

Les anathèmes gauchistes contre le PCF et la CGT

HENRI REY

Centre de recherches politiques de Sciences Po

1. Daniel Cohn-Bendit, *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Seuil, 1968. Lénine avait durement critiqué dans un ouvrage paru en 1920, sous le titre : *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*, les communistes occidentaux hostiles aux compromis.
2. Les principales organisations gauchistes sont en 1968 : pour les trotskistes, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), qui deviendra la Ligue communiste, puis la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) et Voix ouvrière, future Lutte ouvrière, pour les maoïstes, l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCml) et le Parti communiste marxiste léniniste de France (PCMLF) auxquelles s'ajoute la mouvance libertaire

Soit le vocable « gauchistes » par lequel le parti communiste désigne en 1968 ses adversaires anarchistes, maoïstes ou trotskistes : bon nombre d'entre eux ne protestent pas et trouvent avantage, comme Daniel Cohn-Bendit¹, à retourner le stigmate en ces temps favorables à la fronde. Seuls les léninistes, lecteurs de *La Maladie infantile*, y voient une sorte d'injure doctrinale, la mention d'une hérésie. Pourtant ceux qu'il désigne diffèrent par leur histoire, leur statut social, leurs références ou leur culture et finalement par leurs comportements à l'égard du PCF. Il faut bien sûr distinguer ceux qui sont issus du parti communiste ou de ses organisations spécialisées (Jeunesses communistes, Union des étudiants communistes), nombreux chez les trotskistes de la JCR² et chez les marxistes-léninistes (maoïstes), de ceux qui n'ont connu aucune socialisation politique dans les rangs communistes, comme c'est le cas de la plupart des anarchistes. Il y a ceux qui sont entrés en politique pendant la guerre d'Algérie et qui ont condamné le parti communiste en raison de ses réticences à soutenir concrètement le FLN et ceux qui, plus jeunes, ont été marqués par les luttes contre l'impérialisme américain au Vietnam ou à Cuba. On pourrait souligner aussi l'hétérogénéité de ce dont « gauchistes » est le nom en opposant, par exemple, au sein de la tendance « prochinoise » les normaliens de la rue d'Ulm, regroupés dans l'UJCml et les quelques dizaines d'ouvriers, exclus du PCF pour leur opposition au révisionnisme khrouchtchévien, qui adhèrent au PCMLF. Ou encore, parmi les trotskistes, entre les militants étudiants de la JCR, ceux de la FER et les ouvriers et intellectuels prolétariques de Voix ouvrière.

À l'égard du PCF, dans le conflit qui se manifeste au grand jour en 1968, les gauchistes usent simultanément de trois registres qui donnent lieu à autant de mises en cause. Sont en question le rapport à l'URSS et au socialisme « réellement existant », le rapport à la violence révolutionnaire, la question de l'unité entre étudiants et ouvriers.

Pour les gauchistes, les communistes du PCF sont des prosélytes d'un système soviétique qu'ils repoussent pour des raisons différentes mais en partie convergentes. Au-delà du soutien indéfectible apporté par le PCF au communisme russe, la mise en cause s'étend à l'essence même de ce parti et de ses militants : ce sont des *staliniens* (version trotskiste et anarchiste) ou ce sont des *révisionnistes* (version maoïste)³.

Les *staliniens* du PCF cumulent beaucoup d'attributs négatifs. Les dirigeants communistes sont des « bureaucrates », coupés des masses, ils ne respectent pas la « démocratie ouvrière » et s'arrogent le monopole de la représentation de la classe ouvrière. Ils sont complices des régimes répressifs qui ont écrasé les révoltes ouvrières à l'Est, comme à Budapest en 1956, et des bureaucraties qui ont dévoyé le potentiel révolutionnaire de la révolution d'Octobre et conduit à transformer l'URSS en un « état ouvrier dégénéré ». Comme l'écrit Jean-Paul Salles⁴, « pour les militants de la Ligue, les pays de l'Est sont des « États ouvriers dégénérés » ou « bureaucratisés » ou « déformés » ». Leur économie conserve les caractéristiques essentielles de l'État ouvrier, mais une « caste bureaucratique restreinte et incontrôlée détient tous les pouvoirs en lieu et place des ouvriers ». En raison du décalage entre une base économique, jugée socialiste par les trotskistes et un pouvoir qu'ils qualifient de bureaucratique, ces États repoussoirs ne peuvent pas être traités comme des États capitalistes et sont même susceptibles d'être défendus contre les attaques dont ils feraient l'objet. Renvoyant trop strictement à une phase de l'histoire du parti bolchevique, du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), et à l'opposition entre Trotski et Staline, cette représentation des États socialistes avait été explicitement rejetée par « Socialisme ou Barbarie »⁵.

Pour les anarchistes, comme ceux de la revue *Noir et Rouge*, dont l'influence est importante dans le courant

et situationniste, moins structurée mais très influente dans le mouvement étudiant.

3. « Dans les luttes qui les opposent à l'autorité instituée (le PCF), les hérétiques répondent à l'excommunication (« intellectuels bourgeois » ou « petits-bourgeois ») par l'anathème (« staliniens » ou « révisionnistes ») », Gérard Mauger, *Gauchismes* in Emmanuel de Waresquiel, *Le siècle rebelle*, Larousse, 1999.
4. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.
5. *Socialisme ou Barbarie* est, de 1949 à 1965, à la fois une revue et un groupe politique issu du trotskisme, auxquels collaboreront à un moment ou un autre et plus ou moins durablement, Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Jean-François Lyotard ou Daniel Mothé. Récusant l'interprétation de Trotski sur l'évolution de l'URSS, SoB considère que la société stalinienne est une nouvelle société de classes, définie par l'exploitation du prolétariat et qu'il n'y a pas lieu de la préférer aux pays capitalistes. Dans cette perspective, les partis communistes sont alors conçus comme la matrice d'une nouvelle classe exploiteuse. Voir Philippe Gottraux, « Socialisme ou Barbarie », un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Payot, 1997.

libertaire du Mouvement du 22 mars à Nanterre, une telle distinction n'est pas de mise. Ainsi, pour Martin Zemliak⁶ : « *L'URSS est un État qui ne diffère des autres que par son régime dictatorial et d'iniquité sociale, avec un système économique compliqué, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Il est un État-patron du fait que tous les producteurs, tous les employés exerçant un emploi d'utilité publique – y compris toute la bureaucratie parasitaire – sont ses salariés! Tous sont à la merci de ce grand exploitateur, appuyé par un appareil policier et militaire tout-puissant!* »

Les divergences avec le PCF, qui voit dans l'URSS le moteur et la base de la révolution mondiale, sont ici particulièrement flagrantes. Elles sont également très vives pour les maoïstes, qui recourent, pour leur part, au vocable de « révisionnistes » ou de « révisionnistes modernes » pour désigner à la fois les communistes soviétiques et ceux qui, à l'instar de la direction du PCF, les ont accompagnés à l'occasion de la scission qui s'est opérée en 1963 au sein du mouvement communiste international. Le rôle négatif joué par l'URSS à l'échelle mondiale, que ce soit à l'égard des mouvements de libération nationale ou des luttes des classes populaires dans les pays capitalistes, procède, selon les « marxistes-léninistes », de l'abandon des principes fondamentaux de la doctrine marxiste et du léninisme après la mort de Staline par la direction soviétique incarnée par Khrouchtchev. Ainsi l'URSS est-elle d'abord le foyer d'une déviation dans la théorie révolutionnaire, qui s'est propagée à une grande partie des partis communistes. Selon les mouvements apparentés à ce courant, l'affirmation du rôle positif de Staline et la banalisation de ses crimes en termes d'« erreurs » sont plus ou moins fermement défendues. Pour l'UJCml, inspirée à l'origine par l'interprétation des textes marxistes donnée par Louis Althusser⁷ (en particulier à propos de l'articulation entre théorie et pratique), la lutte contre le révisionnisme passe d'abord par la défense pied à pied de la théorie marxiste avant qu'un alignement mimétique sur les positions officielles du parti communiste chinois n'intervienne quelques mois avant mai 1968. Au PCMLF, l'adhésion à « la Pensée-Mao-Tse-Toung » s'accompagne, influence albanaise aidant, d'une (re)présentation

6. Auteur sous ce pseudonyme ou sous celui d'Israël Renov de nombreuses contributions à la revue *Noir et Rouge*, il publie: « *URSS: État-patron tout puissant* », Paris, Éditions la Ruche ouvrière, 1966.

7. Louis Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965, Louis Althusser, Jacques Rancière, Pierre Macherey (tome 1) et Etienne Balibar, Roger Establet (tome 2), *Lire « le Capital »*, Paris, Maspero, 1965.

de l'histoire qui fait de Staline le digne continuateur de Marx et de Lénine et l'aîné de Mao. Dans le même temps, le PCMLF revendique une partie de l'héritage du PCF (la période « classe contre classe », la Résistance) et certaines de ses figures dirigeantes.

Même pour les courants du gauchisme qui en sont les moins éloignés, comme les anarchistes, l'analyse de l'URSS et des pays socialistes en termes d'États *totalitaires* n'a pas cours et paraît à certains égards anachronique. La proximité générationnelle avec la Deuxième Guerre mondiale et les implications idéologiques de la guerre froide interdisent pour les gauchistes d'alors ce genre d'épithète (tombée aujourd'hui dans le langage courant) et les rapprochements qu'elle suggère. Le dogme trotskiste d'une part, l'inclusion d'un bilan complaisant à l'égard du stalinisme dans le *package* maoïste d'autre part, privent au demeurant la plupart d'entre eux d'une vision lucide du « socialisme réel ». C'est aussi du rapport au *communisme* entendu de manière plus large et à l'*anticommunisme* qu'il est alors question.

Bien au-delà du parti communiste et de sa périphérie, l'anticommunisme est associé au camp américain, à la droite, en bref, à « la réaction », comme on disait alors. On connaît le mot de Sartre: « Tout anticommuniste est un chien »⁸ et, de ce point de vue, les « Sartre » sont nombreux parmi ceux que le PCF désigne, malgré tout, comme ses ennemis en 1968. Critiquer l'Union soviétique ou combattre tel ou tel aspect de la politique du PCF conduit très vite à être assimilé à cette entité composite mais omniprésente, brandie par le PCF pour souder les rangs autour de lui: l'anticommunisme. Les gauchistes organisés, souvent issus des rangs communistes et souvent engagés dans la construction de petits partis ou mouvements qui revendiquent un label communiste, se défendent de cette incrimination. Il en va différemment avec certains de leurs sympathisants, surgis autour de mai 1968 et qui n'ont guère de réticences à brocarder les « cocos », comme ils l'ont entendu faire à la maison, côté RPF ou côté SFIO.

La subordination du PCF à l'Union soviétique et à sa politique extérieure suscite un autre type de critique chez les gauchistes: celle d'une « mollesse » dans le soutien aux luttes des peuples du monde contre l'impérialisme, qui

8. *Les Temps modernes*, octobre-décembre 1960.

confine à la collusion. L'accent mis sur la recherche d'une solution négociée au Vietnam et le mot d'ordre central des manifestations communistes (manifestations « traîne-savates » pour la JCR) – « Paix au Vietnam » – signent, à leurs yeux, un « pacifisme bêlant », là où devrait s'affirmer un soutien résolu à des luttes exemplaires, à de victorieuses guerres du peuple. D'où, par contraste, le caractère « musclé » des actions menées par la JCR ou par l'UJCml, les affrontements physiques avec les groupes d'extrême droite, défenseurs de l'intervention américaine au Vietnam, la constitution de services d'ordre organisés: tous signes précurseurs d'un recours possible à la violence dans un mouvement de mai qui commence⁹. Quant au pacifisme du PCF qui le conduit à prôner la coexistence pacifique avec l'impérialisme américain, il est aussi celui du passage pacifique au socialisme, par la voie électorale et dans l'alliance avec la social-démocratie. Il est parfois analysé comme un recul peureux devant la perspective d'une insurrection¹⁰ et, dans tous les cas, comme une impasse. Au-delà de cette divergence stratégique entre « réformistes » et « révolutionnaires », qui constitue l'arrière-fond des tensions qui les opposent, c'est bien des attitudes pratiques à l'égard de la violence, dans la rue et face aux forces de l'ordre, qu'il est d'abord question en 1968. Désignés par le PCF et la direction de la CGT comme des provocateurs, parfois assimilés aux fascistes et toujours censés « faire le jeu » du gouvernement et du patronat quand ils s'affrontent à la police, les gauchistes stigmatisent, de leur côté, la collusion de tous les défenseurs de l'ordre établi, y compris les dirigeants du PCF et de la CGT. Ainsi lorsque Gilles Tautin, un jeune lycéen, pourchassé par les CRS se noie à Flins, près de l'usine Renault, l'UJCml, dont il est membre, s'en prend à eux en ces termes le 11 juin 1968: « *La direction confédérale de la CGT [...] a ouvert les portes de Flins aux CRS pour que les élections se déroulent, elle a désarmé la classe ouvrière, et elle a armé les bras des assassins [...] Notre camarade est mort. Les responsables de son assassinat sont le gouvernement gaulliste et ses complices du bureau confédéral de la CGT et de la direction du PCF*¹¹. » Entre les gauchistes et les communistes, les tensions les plus vives apparaissent quand des manifestants étudiants tentent

9. L'arrestation de militants du Comité Vietnam national, à la suite du bris de vitres des locaux parisiens d'American Express, conduira à l'occupation du bâtiment administratif de la faculté de Nanterre, le 22 mars 1968.
10. « Le PC, politiquement impréparé à l'insurrection, ne la souhaitant pas, et même la craignant dans la mesure où elle inquiétait l'URSS, pour qui De Gaulle représente un ami, a ainsi manifesté au grand jour sa social-démocratisation et politique et organisationnelle ». *La Jeunesse communiste révolutionnaire aujourd'hui* n° 5, 3 juin 1968, cité dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante*, Paris, Seuil, 1969
11. Cité dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *op. cit.*

d'aller à la rencontre des ouvriers qui occupent leurs usines : les communistes établissent un véritable cordon sanitaire pour empêcher tout contact. Dans cette confrontation s'affirme une divergence fondamentale sur la portée et le sens du mouvement de mai : mouvement revendicatif déployé dans deux sphères parallèles pour les communistes, mouvement révolutionnaire axé sur l'union entre ouvriers et étudiants pour les gauchistes. Chez les gauchistes, la perception du PCF comme obstacle physique, politique et idéologique à la radicalisation de la classe ouvrière est très répandue. Les qualifications du PCF en termes de « traître », « collaborateur » du patronat ou de la police ou « saboteur » sont fréquentes. Dans un propos d'allure paradoxale, Daniel Cohn-Bendit¹² en tirera, à sa façon, une conclusion plus générale : « *Les organisations ouvrières participent au système d'exploitation en tant que force d'encadrement de la force de travail.* » ■

12. *op. cit.*